

PROPOSITION DE CORRIGÉ

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

Sujet : La croissance économique nuit-elle nécessairement à la préservation de l'environnement ?

Programme officiel :

3. Économie du développement durable

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
3.1 La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?	Capital naturel, physique, humain, institutionnel, biens communs, soutenabilité, réglementation, taxation, marché des quotas d'émissions.	On expliquera pourquoi l'analyse économique du développement durable, qui se fonde sur la préservation des possibilités de développement pour les générations futures, s'intéresse au niveau et à l'évolution des stocks de chaque type de capital (accumulation et destruction) ainsi qu'à la question décisive du degré de substitution entre ces différents capitaux. On évoquera, à l'aide d'exemples, les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance économique (épuisement des ressources énergétiques et des réserves halieutiques, déforestation, augmentation de la concentration des gaz à effet de serre, etc.). L'exemple de la politique climatique permettra d'analyser les instruments dont disposent les pouvoirs publics pour mener des politiques environnementales. En lien avec le programme de première sur les marchés et leurs défaillances, on montrera la complémentarité des trois types d'instruments que sont la réglementation, la taxation, les marchés des quotas d'émission. Acquis de première : externalités, droits de propriété, offre et demande, défaillances du marché.

Attentes essentielles :

Notions	Capital naturel, soutenabilité, biens communs, externalités, progrès technique
Mécanismes	- Les biens communs sont menacés de surexploitation. - La croissance économique épuise certaines ressources naturelles et dégrade la qualité de l'environnement par le rejet de déchets polluants. - La question de la substituabilité des différents types de capitaux se pose. - La croissance économique facilite la mise en œuvre d'un progrès technique respectueux de l'environnement. - La croissance économique offre les moyens financiers de veiller à la préservation du capital naturel ou en réparer les dégâts.
Savoir-faire	Lecture et interprétation des pourcentages de répartition. Lecture et interprétation de taux de variation. Lecture et interprétation d'indices. Lecture et interprétation de séries chronologiques. Établir une corrélation.

Exploitation possible des documents :

Document 1	Ce document permet de montrer qu'il est possible d'utiliser les fruits de la croissance au service de la protection de l'environnement et qu'une croissance économique basée sur l'éco-innovation est possible. La croissance économique permet d'investir dans la R&D et stimule les éco-innovations dans les domaines de l'efficacité énergétique des transports et des bâtiments, des énergies renouvelables, de la dépollution et des déchets.
Document 2	Ce document permet de questionner le lien entre le niveau de croissance économique et de pollution des différents types de pays et de constater l'évolution des efforts entrepris en matière de réduction des émissions polluantes. Les pays développés sont les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre même si les pays émergents (ex. : Chine) sont également de gros émetteurs. Cependant, les émissions de GES des pays développés diminuent (UE et récemment Amérique du Nord et Océanie) alors que celles des autres pays ne cessent d'augmenter (Afrique, Amérique Latine, Moyen et Extrême-Orient). Ce document suggère donc que la croissance dégrade la qualité de l'environnement mais offre aussi l'opportunité de le préserver.

Document 3	Ce document illustre les externalités négatives de la croissance économique sur les ressources naturelles. Les activités économiques détériorent le capital naturel et peuvent conduire à l'épuisement de certaines ressources, les biens communs, notamment les réserves halieutiques de thons.
Document 4	Ce document suggère que la croissance économique s'accompagne d'un effort financier et réglementaire croissant en matière de protection de l'environnement. Il existe une corrélation positive entre l'accroissement du PIB français et les dépenses consacrées à la protection de l'environnement.

Problématique possible :

Dans un contexte où le capital naturel est épuisable, le développement des activités économiques porte-t-il systématiquement atteinte à l'environnement ou est-il au contraire possible de concilier croissance économique et préservation des ressources naturelles ?

Proposition de plan détaillé :

I) La croissance économique a généralement un impact négatif sur les ressources environnementales	II) Cependant, la croissance économique peut aussi être au service de la préservation de l'environnement
A) La croissance économique contribue à l'épuisement du capital naturel	A) La croissance économique peut générer un progrès technique permettant la protection du capital naturel
- La croissance économique repose sur la consommation des ressources naturelles dont certaines se raréfient ou s'épuisent (document 3) remettant ainsi en cause la possibilité d'un développement durable. - Ces ressources naturelles sont d'autant plus menacées de surexploitation que l'environnement peut être considéré comme un bien commun.	- Si l'on retient l'hypothèse d'une substituabilité des capitaux, le capital physique peut remplacer le capital naturel. - La croissance économique peut offrir les moyens techniques et financiers nécessaires à un progrès technique apportant des solutions favorables à l'amélioration de la qualité de l'environnement. (document 1)
B) La croissance économique participe à la dégradation de la qualité de l'environnement	B) La croissance économique ne peut devenir respectueuse de l'environnement sans engagement fort
- Les activités économiques génèrent des externalités négatives dans la mesure où elles entraînent le rejet de déchets polluants. (document 2) - La croissance économique peut être à l'origine de catastrophes environnementales. - Ces externalités négatives conduisent certains à avancer l'idée d'une soutenabilité forte.	Les pouvoirs publics se mobilisent directement (RD, subventions, politiques environnementales) et mettent en œuvre les conditions (par exemple, réglementaires : brevets) d'une croissance économique soutenable. (document 4)

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE

Première partie : Mobilisation des connaissances

Question 1 : Montrez que le facteur capital est source de croissance économique. (3 points)

Thème du programme

Science économique

1. Croissance, fluctuations et crises

1.1. Quelles sont les sources de la croissance économique ?

Attentes :

- On peut schématiquement étudier la croissance économique, hausse durable de la production d'une économie, en utilisant une fonction de production qui met en relation les quantités produites avec les quantités de facteurs de production mobilisées. Parmi ces facteurs de production on trouve le facteur capital, désignant l'ensemble des biens durables utiles à la production (machines, locaux,...).
- Une hausse des quantités de capital utilisées entraîne, toutes choses égales par ailleurs, une hausse de la production (croissance économique).
- Le facteur capital peut également contribuer à la croissance économique s'il devient plus productif, c'est-à-dire si la production en un temps donné d'une unité de capital augmente, en raison par exemple de l'acquisition d'une machine plus performante.

[Tous les éléments présentés ici ne sont pas attendus du candidat.]

Question 2 : Quel est le rôle du capital culturel dans la mobilité sociale ? (3 points)

Thème du programme :

Sociologie

1. Classes, stratification et mobilité sociales

1.2. Comment rendre compte de la mobilité sociale ?

Attentes :

- Le capital culturel est l'ensemble des ressources culturelles (livres, diplômes, langage...) dont dispose un individu. Le capital culturel joue un rôle essentiel dans la réussite scolaire (l'école valorise les connaissances, la capacité à argumenter, l'aisance orale), qui joue elle-même un rôle essentiel dans la position sociale (diplôme comme moyen d'accès à un emploi qualifié).
- Donc, le capital culturel contribue plutôt à freiner la mobilité sociale : ceux qui en sont le mieux dotés, par héritage familial, sont issus de catégories favorisées, et ont donc tendance à conserver cette position. Ceux qui en sont le moins dotés ont une probabilité de réussite scolaire, donc d'ascension sociale, plus faible.
- Toutefois, une acquisition de capital culturel par l'école notamment peut être source de mobilité sociale ascendante.

Deuxième partie (4 points) : Étude d'un document

Question : Vous présenterez le document, puis vous caractériserez l'évolution des inégalités de fréquentation du théâtre en France.

Attentes essentielles :

Présentation du document	Ce tableau, construit par le Ministère de la Culture et de la Communication à partir des enquêtes sur les pratiques culturelles des Français entre 1973 et 2008, mesure, en %, la part des Français de 15 ans et plus qui sont allés au théâtre en 1973, 1981, 1988, 1997 et 2008, selon le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle et la taille de la commune de résidence.
Collecte et traitement de l'information	- Globalement, la fréquentation du théâtre a évolué, ce qui s'est traduit, selon les cas, par un resserrement ou un maintien des inégalités. - Les 15-24 ans étaient, et sont toujours, proportionnellement plus nombreux à aller au théâtre que les autres. Certains écarts se sont réduits : en 1973, les 15-24 ans étaient presque 2 fois plus nombreux proportionnellement à fréquenter le théâtre que les 40-59 ans, l'écart se réduisit partiellement ensuite. - De même, les cadres sup. et prof. libérales et, à un degré moindre, les cadres moyens, fréquentent proportionnellement plus le théâtre que les autres CSP.

	Toutefois, les écarts relatifs se réduisent en partie : en 1973, la part des cadres supérieurs qui allaient au théâtre était presque 10 fois plus élevée que celle des agriculteurs (4 fois plus en 2008), 7 fois plus élevée que celle des ouvriers qualifiés (4 fois plus en 2008), 4 fois plus élevée que celle des employés (3 fois plus en 2008). L'écart se maintient en revanche avec les ouvriers non qualifiés, les patrons de l'industrie et du commerce. - Enfin, la fréquentation du théâtre croît avec la taille de la commune de résidence, et les inégalités restent fortes entre les communes de moins de 20 000 habitants (les personnes qui vont au théâtre y sont proportionnellement 6 fois moins nombreuses qu'à Paris en 1973, presque 5 fois en 2008). La part de personnes allant au théâtre a augmenté partout dans les mêmes proportions, de sorte que les inégalités se maintiennent.
--	--

Troisième partie (10 points) : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire**

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la segmentation du marché du travail met en cause le fonctionnement de ce marché.

Programme officiel :

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.1 Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi ?	Taux de salaire réel, salaire d'efficience, salaire minimum, contrat de travail, conventions collectives, partenaires sociaux, segmentation du marché du travail	En se limitant à une présentation graphique simple et en insistant sur les déterminants de l'offre et de la demande, on expliquera l'analyse néo-classique du fonctionnement du marché du travail. Pour rendre compte de la spécificité de la relation salariale, on montrera l'intérêt de relâcher les hypothèses du modèle de base en introduisant principalement les hypothèses d'hétérogénéité du facteur travail et d'asymétrie d'information. À partir de quelques exemples, on montrera que le taux de salaire dépend également du résultat de négociations salariales et de l'intervention de l'État. Acquis de première : salaire, marché, productivité, offre et demande, prix et quantité d'équilibre, asymétries d'information

Attentes essentielles :

Notions	Salaire, marché, offre et demande, prix d'équilibre, segmentation du marché du travail, asymétries d'information.
Mécanismes	- La segmentation du marché du travail met en cause l'unicité du marché du travail, scindé en un marché primaire et un marché secondaire. - La segmentation du marché du travail met en cause l'hypothèse d'homogénéité du facteur travail (caractéristiques différentes des offreurs et des demandeurs). - Du fait de la segmentation, le salaire ne résulte pas nécessairement de la confrontation de l'offre et de la demande de travail.
Savoir-faire	- Lecture et interprétation de proportions. - Lecture et interprétation de pourcentages de répartition. - Lecture et interprétation de médiane. - Lecture et interprétation de tableaux à double entrée. - Lecture et interprétation de corrélations et causalités.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Ce texte présente les théories de la segmentation du marché du travail, scindé en deux segments, primaire et secondaire. - La segmentation du marché du travail met en cause l'unicité du marché du travail, l'hypothèse d'homogénéité du facteur travail, la fixation du salaire en fonction de l'offre et de la demande de travail. - Seul le marché secondaire fonctionne selon les enseignements de la théorie néoclassique (ajustement du salaire en fonction de l'offre et de la demande de travail). Sur le marché primaire, chaque entreprise peut avoir intérêt à verser un salaire d'efficience supérieur au salaire d'équilibre.
------------	---

Document 2	Ce tableau met en évidence la segmentation du marché du travail et l'hétérogénéité du facteur travail. Certains salariés occupent, davantage que la moyenne, des emplois sur le marché secondaire (15-24 ans, ouvriers non qualifiés et employés). Inversement, les plus de 25 ans, les cadres et les professions intermédiaires sont, davantage que la moyenne, titulaires d'emplois en CDI, sur le marché primaire.
Document 3	- Dans ce tableau, les emplois bien rémunérés relèvent du marché primaire ; les emplois faiblement rémunérés relèvent du marché secondaire. Il y a une corrélation positive et une causalité entre le niveau de diplôme et le salaire net médian, entre l'expérience et le salaire net médian. - Une autre segmentation existe au sein de chaque marché en fonction du sexe.

Raisonnement possible :

La segmentation du marché du travail met en cause l'unicité du marché du travail.

- Les caractéristiques du marché primaire : emplois stables (CDI à temps complet), bien rémunérés ; possibilités de promotion ; conditions de travail satisfaisantes ; négociations collectives régulières ; avantages sociaux ; présence syndicale forte (document 1). La grande majorité des emplois, en France, se situe sur le marché primaire (document 2).
- Les caractéristiques du marché secondaire : emplois atypiques et précaires (CDD, intérim, stages, apprentis) ou à temps partiel, mal rémunérés ; faibles possibilités de promotion ; conditions de travail difficiles ; présence syndicale et protections attachées à l'emploi faibles ; mobilité réduite vers le marché primaire (document 1).
- Chaque marché est lui-même segmenté, par exemple en fonction du sexe (document 3).

La segmentation du marché du travail met en cause l'hypothèse d'homogénéité du facteur travail.

Les caractéristiques des offreurs diffèrent sur les deux segments du marché du travail.

- Les salariés présents sur marché primaire sont plus qualifiés, plus expérimentés et plus âgés (documents 2 et 3). Les 25 ans et plus et les cadres et professions intermédiaires, occupent, davantage que la moyenne, des emplois en CDI (document 2).
- Les jeunes de 15-24 ans, les ouvriers non qualifiés et les employés sont, davantage que la moyenne, en emploi sur le marché secondaire (document 2).

Du fait de la segmentation, le salaire ne résulte pas nécessairement de la confrontation de l'offre et de la demande sur le marché du travail.

- Sur le marché primaire, les salaires sont supérieurs au salaire d'équilibre (document 1).
 - Pour surmonter la sélection adverse (asymétrie d'information) et attirer des salariés qualifiés, productifs, et expérimentés, un employeur peut avoir intérêt à proposer un salaire d'efficience supérieur au salaire d'équilibre. Le salaire est d'autant plus élevé que le niveau de diplôme est élevé. Le salaire dépend aussi de l'expérience (mesurée par la durée depuis la sortie de formation initiale) (document 3).
 - L'entreprise tente aussi de surmonter l'aléa moral (asymétrie d'information) : elle incite ses salariés à être productifs, décourage les comportements de « tire-au-flanc » et les départs volontaires (document 1), limitant les coûts de rotation de la main d'œuvre.
- Le marché secondaire correspond davantage au modèle du marché du travail néo-classique : le salaire y est déterminé par la confrontation de l'offre et de la demande (document 1). Si l'offre de travail est supérieure à la demande de travail, le salaire de marché est faible, par exemple pour les moins qualifiés et les moins expérimentés (document 3).

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Sciences sociales et politiques

SUJET A

Sujet : Comment les nouvelles figures de la démocratie, notamment délibérative, améliorent-elles le fonctionnement du système politique démocratique ?

Programme officiel :

1. Le système politique démocratique

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.2 Comment s'organise la compétition politique en démocratie ?	Pluralisme politique, modes de scrutin, parité, démocratie délibérative.	Centré sur le gouvernement représentatif, ce point permettra d'étudier les enjeux socio-politiques de la compétition électorale contemporaine. Une attention particulière sera accordée à la place des organisations partisans et aux effets des modes de scrutin (majoritaire, proportionnel notamment) sur la sélection des gouvernants. On identifiera les biais liés au genre et la difficulté particulière rencontrée pour assurer une représentation équitable des deux sexes en politique. On s'interrogera sur les évolutions de la vie démocratique contemporaine en Europe et notamment les places respectives de la démocratie représentative et d'autres figures de la démocratie (participative, délibérative). Acquis de première : démocratie représentative, démocratie participative.

Attentes essentielles :

Notions	Démocratie délibérative, démocratie participative.
Mécanismes	Montrer que les nouvelles figures de la démocratie permettent de : – enrichir la démocratie ; – améliorer l'efficacité des politiques publiques en favorisant l'intérêt général ; – favoriser la justice sociale et la cohésion sociale.

Exploitation possible des documents :

Document	– Les démocraties participative et délibérative permettent de « démocratiser la démocratie » : • Les espaces de participation et de délibération sont ouverts à tous et égalitaires. • Le processus de décision est plus transparent : les décisions gagnent ainsi en légitimité et reçoivent plus facilement l'assentiment de la population. – Ces dispositifs, notamment délibératifs, améliorent l'efficacité des politiques publiques. – Les démocraties participative et délibérative favorisent la confiance dans le politique et la cohésion sociale. – Finalement, les démocraties participative et délibérative sont un moyen de surmonter la crise de défiance qu'affrontent les démocraties représentatives, notamment l'affaiblissement de la participation électorale.
----------	--

Réponse possible :

Les nouvelles figures de la démocratie permettent de « démocratiser la démocratie », et sont un moyen de surmonter la crise de défiance qu'affrontent les démocraties représentatives.

- Conformément aux principes démocratiques, les espaces de participation et de délibération sont ouverts à tous et égalitaires. Certains exclus du droit de vote (les étrangers) accèdent ainsi à une forme d'expression politique. Certains droits du citoyen sont revalorisés (liberté d'expression, reconnaissance de la pluralité des points de vue).
- La démocratie n'est plus intermittente, activée seulement au moment des élections.
- Elles donnent la parole à des citoyens sous-représentés politiquement.
- En mobilisant des citoyens peu actifs politiquement, elles sont susceptibles de favoriser la participation politique et électorale.
- Le processus de décision est plus transparent : les décisions gagnent ainsi en légitimité auprès des citoyens.

Les nouvelles figures de la démocratie favorisent l'efficacité des politiques publiques.

- La capacité de décision n'est plus l'apanage de professionnels puisque les citoyens sont informés, capables de participer et de délibérer raisonnablement.
- Confrontés à une pluralité d'opinions et d'expertises, tant politiques que techniques, scientifiques ou profanes, les participants aux dispositifs délibératifs doivent se détacher de leurs intérêts individuels pour produire une opinion la plus éclairée possible : celle-ci permet de concilier au mieux les intérêts particuliers, donc de mieux tendre vers l'intérêt général.

Les nouvelles figures de la démocratie favorisent la justice sociale et la cohésion sociale.

- Elles mobilisent des citoyens peu actifs politiquement ou sous-représentés : elles répondent donc à l'exclusion et à la désaffiliation de groupes sociaux hors du jeu politique, qui deviennent des acteurs sociaux.
- Par la prise de parole dans un espace commun, les individus gagnent en confiance et en capacité d'autonomie, d'où des gains individuels en termes de capital social : les nouvelles figures de la démocratie peuvent ainsi influencer les trajectoires personnelles, sociales ou politiques (l'engagement associatif, l'entrée en militantisme).
- Elles favorisent le sentiment d'appartenance à la communauté, locale ou nationale, renforcent les liens sociaux et politiques, la cohésion sociale en réduisant les potentialités de conflits.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académiques, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Sciences sociales et politiques

SUJET B

Sujet : Comment peut-on expliquer le comportement d'abstention électorale ?

Programme officiel :

2. La participation politique

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
2.3. Comment expliquer le comportement électoral ?	Participation et abstention électorale, variables lourdes du comportement électoral, vote sur enjeu	On analysera l'évolution des taux d'inscription sur les listes électorales, des taux de participation et/ou d'abstention et leurs déterminants sociaux et politiques. Les principaux résultats de la sociologie de l'orientation électorale seront présentés (poids de la variable religieuse, vote de classe...). L'évocation de l'émergence d'un vote sur enjeu, influencé par les conjonctures politiques (campagnes électorales notamment), permettra de prendre la mesure de la volatilité électorale. La question de l'articulation entre médias, communication et vie politique sera également abordée afin de comprendre son éventuel impact sur les attitudes politiques (pratiques et opinions).

Attentes essentielles :

Notions	Abstention électorale.
Mécanismes	Les raisons qui poussent certains électeurs à l'abstention : faible degré d'intégration sociale, chômage, niveau de diplôme, âge, désintérêt pour la politique, groupe socioprofessionnel, type de scrutin, fréquence des élections, variété de l'offre électorale.
Savoir-faire	Proportions et écarts de proportions.

Exploitation possible des documents :

Document 1	Distinction abstention « dans le jeu » et abstention « hors jeu ».
Document 2	Le niveau du diplôme influence l'abstention. Le pourcentage de ceux qui se sont abstenus aux deux tours est trois fois plus élevé pour les sans diplômes que pour les diplômés du supérieur.

Réponse possible :

Depuis la fin des années 1980, l'abstention électorale (comportement consistant à ne pas participer au vote) est en hausse, quels que soient l'élection et le mode de scrutin. Comment expliquer l'abstention ?

- 1) L'abstention peut être influencée par le degré d'intégration des groupes sociaux (âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, etc.) (Document 2)
- 2) Des motivations différentes peuvent conduire à l'abstention : les abstentionnistes « hors jeu » (les plus nombreux) qui ne s'intéressent pas à la politique, et qui sont plus présents dans les catégories populaires, et les abstentionnistes « dans le jeu », pour qui l'abstention est une manière de participer à la vie politique, de contester et de sanctionner les candidats et les partis. Ces derniers sont souvent plus diplômés et mieux insérés socialement. (Document 1)
- 3) L'abstention peut être interprétée comme le produit d'une norme culturelle déterminée par l'environnement social.
- 4) Des variables politiques peuvent aussi expliquer l'abstention : fréquence des élections, type de scrutin, importance accordée par les électeurs aux enjeux de l'élection.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académiques, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Économie approfondie

SUJET A

Sujet : Quels sont les objectifs et les modalités de la politique de la concurrence vis-à-vis des cartels ?

Programme officiel :

2. Stratégies d'entreprises et politique de concurrence dans une économie globalisée

Thèmes et questionnement	Notions	Indications complémentaires
2.2 Quel est le rôle de la politique de la concurrence ?	Abus de position dominante, cartel de producteurs, marché pertinent.	En s'appuyant sur des exemples, on montrera que la politique de la concurrence s'exerce non seulement à l'égard des entreprises mais aussi en matière d'intervention publique. On soulignera que cette politique est source de débats quant à la place de l'État dans la production de services collectifs et dans la mise en œuvre de la politique industrielle. On présentera quelques cas dans lesquels les autorités de la concurrence, en France et à l'échelon européen, sont intervenues pour protéger les intérêts des consommateurs. Acquis de première : fonctions économiques de l'État, marchés concurrentiels, marchés imparfaitement concurrentiels, pouvoir de marché.

Attentes essentielles :

Notions	Cartel de producteurs, politique de la concurrence, marchés concurrentiels, marchés imparfaitement concurrentiels, pouvoir de marché (acquis de première).
Mécanismes	- La politique de la concurrence vise à protéger les intérêts des consommateurs et des producteurs. - Un marché concurrentiel permet de bénéficier de produits moins chers et plus innovants puisque la concurrence favorise l'innovation et la baisse des prix. - Les cartels nuisent à la concurrence. - Les autorités de la concurrence cherchent à détecter et peuvent sanctionner les cartels.

Exploitation possible des documents :

Document	Les cartels entravent le libre jeu du marché. La politique de la concurrence a été renforcée en matière de détection et de sanctions des cartels, ces dernières pouvant être financières ou pénales.
----------	--

Réponse possible :

La politique de la concurrence, qui regroupe l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics pour favoriser la concurrence sur les marchés, cherche en particulier à lutter contre les cartels, stratégie consistant pour les entreprises à s'entendre pour restreindre la concurrence entre elles. Ces cartels peuvent prendre plusieurs formes : répartition géographique du marché, entente sur les prix... La lutte contre ces cartels vise à atteindre plusieurs objectifs et peut s'appuyer sur différentes modalités.

La lutte engagée par la politique de la concurrence contre les cartels repose sur plusieurs objectifs :

- Protéger les intérêts des consommateurs et des producteurs.
- Accroître la transparence de l'information (document).
- Favoriser la baisse des prix en augmentant la concurrence sur le marché.
- Encourager l'innovation dans la mesure où un marché concurrentiel pousse les entreprises à se distinguer de leurs concurrents grâce au progrès technique.

Pour atteindre ces objectifs, la politique de la concurrence revêt différentes modalités :

- La politique de la concurrence cherche à accroître la transparence de l'information et à identifier l'existence d'un cartel grâce aux programmes de clémence.
- Les programmes de clémence permettent aux entreprises participant à un cartel de le dénoncer et d'échapper aux poursuites éventuelles (document).
- Les autorités de la concurrence peuvent aussi avoir une action répressive dans la mesure où elles peuvent sanctionner les entreprises appartenant à un cartel.
- Ces sanctions peuvent être financières, voire pénales (document).

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académiques, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ : Économie approfondie

SUJET B

Sujet : Quelles sont les principales causes des crises financières ?

Programme officiel :

3. Instabilité financière et régulation

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
3.2. Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?	Aléa moral, risque systémique, comportement mimétique, régulation.	On présentera les mécanismes susceptibles d'engendrer un choc systémique, en insistant particulièrement sur les déséquilibres macro-économiques, les anticipations mimétiques et l'aléa moral. L'exemple d'un marché permettra d'illustrer les problèmes posés par la volatilité des cours. On présentera quelques instruments de régulation des marchés financiers : réglementation prudentielle, contrôle des agents et activités soumis au risque de conflits d'intérêts (agences de notation, titrisation), mesures visant une plus grande transparence des marchés. Acquis de première : asymétrie d'information, risque de crédit.

Attentes essentielles :

Notions	Aléa moral, risque systémique, comportement mimétique.
Mécanismes	- Déséquilibres macroéconomiques => hausse des flux de capitaux. - Hausse des cours => incitation à acheter encore (comportements mimétiques) => bulles spéculatives. - Taux d'intérêt faibles (politiques monétaires accommodantes) => expansion du crédit => spéculation. - Titrisation => transfert par la banque du risque de crédit => incitation à accorder plus de crédits (aléa moral). - Conviction des banques d'être refinancées en cas de difficultés => incitation à prendre plus de risques (aléa moral).
Savoir-faire	Lecture d'un graphique ; lecture de pourcentages.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- 1^{er} paragraphe : importance de la globalisation financière, conséquence du décloisonnement des marchés (entre les pays, et entre les compartiments du marché des capitaux, entre les acteurs de ce marché). Concentration du système bancaire (donc : création de banques « too big to fail »), et innovations financières qui accroissent l'asymétrie d'information (empêchent d'évaluer le risque). - 2^{ème} et 3^{ème} paragraphes : baisse des taux d'intérêt mondiaux => crédit plus abondant, et baisse du rendement des placements bancaires => incitation à emprunter pour acheter des titres.
Document 2	Faible part des crédits subprimes jusqu'en 2003, puis cette part passe de 4 à 14 % entre 2004 et 2007. Conséquence : hausse des risques, mais moindre transparence des titres, qui renforce l'aléa moral.

Réponse possible :

Les crises financières ont de multiples causes : elles s'expliquent par des déséquilibres macroéconomiques, par des phénomènes d'aléa moral, et par les comportements mimétiques.

- **Les crises financières s'expliquent en partie par les comportements mimétiques :** le prix d'un actif dépend de l'offre et de la demande de cet actif, qui dépendent des anticipations que les agents font sur la variation du prix, donc sur l'opinion moyenne des spéculateurs. Ainsi, les marchés financiers connaissent des périodes d'euphorie auto-entretenues, jusqu'au moment où la bulle éclate et l'effondrement est lui aussi mimétique.

- **Mais les crises financières s'expliquent aussi par des phénomènes d'aléa moral, favorisés par les innovations financières qui accroissent les asymétries d'information :** la forte concentration du système bancaire rend la taille des banques si importante que leur faillite engendrerait une crise globale du système ;

donc ces banques savent qu'elles seront sauvées en cas de difficultés ; de plus, grâce à la titrisation, elles peuvent transformer en titres une partie de leurs crédits, et transférer le risque à d'autres agents financiers. Ces 2 éléments les incitent à prendre des risques excessifs. Le développement de fonds spéculatifs peu transparents renforce les asymétries d'information.

- **Les crises financières s'expliquent enfin par des déséquilibres macroéconomiques, dont les effets systémiques sont accentués par la globalisation financière** : l'action des banques centrales pour réduire les taux d'intérêt, donc rendre le crédit abondant, les excédents commerciaux de certains pays émergents, accroissent le volume et la volatilité des mouvements de capitaux.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académiques, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.